



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Réplique des Producteurs de lait du Québec au texte « Compenser l'arrogance » de Sylvain Charlebois, publié par La Presse + le 6 novembre 2016.

Cette réplique a été publiée par La Voix de l'Est le 9 novembre 2016 sous le titre « Compenser l'arrogance? » : <http://www.lapresse.ca/la-voix-de-lest/opinions/courrier-des-lecteurs/201611/08/01-5039112-compenser-larrogance-.php>

Compenser l'arrogance???

Je réponds régulièrement à M. Sylvain Charlebois. Jusqu'ici, je me suis toujours retenu de dénoncer la faiblesse intellectuelle de son argumentaire. Mais il y a des limites à le laisser offrir à vos lecteurs des exposés aussi étroits. Je trouve profondément choquants la gratuité, la condescendance et le manque de rigueur avec lesquels M. Charlebois critique de façon répétitive le travail collectif des producteurs de lait québécois et canadiens. Fidèle à sa rhétorique, il prend pour prétexte l'entrée en vigueur prochaine de l'AECG pour décrier « le cartel des millionnaires du lait » et souhaiter que le premier ministre Trudeau devienne « le libérateur dont le secteur a besoin ».

Il a bien sûr droit à son opinion. En effet, il ne s'agit bien que d'une opinion. Drapé dans son titre de doyen et de professeur universitaire, Sylvain Charlebois se présente comme un expert indépendant. Mais quand on lit attentivement ses textes et qu'on connaît bien les secteurs qu'il commente, on se rend compte de la faiblesse de l'analyse et du biais idéologique qui la fonde. Ce n'est pas à la hauteur de la rigueur attendue d'un universitaire.

Ainsi, M. Charlebois affirme que les consommateurs payent leurs produits laitiers plus chers en raison de la gestion de l'offre. La réalité est beaucoup plus nuancée. Par exemple, l'étude souvent citée à la base de cette conclusion compare le prix du litre de lait au Canada, le format le plus cher ici, au prix du gallon de lait aux États-Unis, le format le moins cher là-bas... Comme rigueur scientifique, on a vu mieux! Il y a de très nombreux produits et aliments qui sont plus chers au Canada qu'aux États-Unis. Pourtant, ils ne sont pas sous gestion de l'offre. La taille des marchés et des réseaux de distribution, la concentration des acteurs, la densité de la population jouent un rôle beaucoup plus déterminant que la valeur de la matière première dans la formation des prix.

M. Charlebois affirme que l'AECG pourrait faire chuter certains prix à la consommation jusqu'à 75 %... Je serais curieux de lire l'analyse conduisant à cette prédiction... Si elle est aussi solide que celle qui lui fait dire que les exportations canadiennes de bœuf vont être décuplées par l'entente, on est davantage dans le domaine de la boule de cristal que de la science économique...! Sur papier, en considérant l'accès offert par l'UE, c'est ce que disent les chiffres. Mais on peut en douter, ce que plusieurs producteurs de bovins canadiens font d'ailleurs. Les obstacles non tarifaires qu'utilise abondamment l'UE, en plus de l'impact de sa généreuse politique de soutien interne, qui favorise des prix nationaux très bas et limitent mieux que les tarifs l'entrée de produits sur son marché, rendront sans doute très difficiles nos exportations.

L'auteur traite les producteurs de lait de millionnaires... Sur papier, c'est vrai! Rares sont les entreprises du secteur primaire (mines, forêts, agriculture) qui n'ont pas besoin de centaines de milliers, voire de millions de dollars pour mobiliser les ressources nécessaires à la production qu'exige l'efficacité d'une ferme moderne. M. Charlebois considère l'actif, mais oublie de tenir compte du passif, qui est très important. Et quand une entreprise en est à de multiples générations à se verser de petits salaires et à tout réinvestir, est-ce scandaleux d'avoir bâti de telles valeurs sur 100 ou 150 ans...! Ces gens devraient être félicités pour leur courage et leur détermination à préserver leur patrimoine, contre vents et marées, et le transmettre en faisant généralement un don considérable à la génération suivante.

M. Charlebois reproche aussi aux producteurs de lait de ne pas saisir le concept de compétition... Cette rhétorique du prétendu libre marché pur et dur, qui va résoudre tous les problèmes économiques, ne marche pas dans la réalité. La politique agricole d'un pays, c'est bien sûr affaire de compétition, mais c'est aussi affaire de géopolitique et de stratégie. Tous les pays développés ont des politiques agricoles qui leur sont propres et uniques. Le Canada avec sa gestion de l'offre ne fait pas exception. En cette matière, l'exception est une règle.

L'UE a abandonné les quotas laitiers il y a deux ans. Ses producteurs sont en crise depuis ce temps et les milliards d'euros d'aide d'urgence et de subventions directes de la PAC les soulagent à peine. Ce ne sont pas les 17 700 tonnes de fromages qu'ils nous expédieront bientôt et qui représentent une infime fraction de leur production, qui régleront leurs problèmes. Mais ils feront un tort considérable à notre secteur des fromages fins et artisanaux et ne constitueront pas moins une expropriation de notre marché.

La gestion de l'offre existe en effet depuis plus de 40 ans, mais il ne faut pas la connaître très bien pour affirmer qu'elle n'a pas évolué. Elle le fera encore, mais sur la base de la collaboration et du respect, deux valeurs qui ne transpirent pas des opinions de M. Charlebois.

Alain Bourbeau, agronome

Directeur général des Producteurs de lait du Québec